

COMMUNiqué

Canadian Union of Postal Workers
Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes

377 rue Bank st. Ottawa K2P 1Y3 (613) 236-7238 (613) 563-7861 (fax)

Pour diffusion immédiate

Le 10 mars 2016

À la suite d'allégations de fraude, les travailleuses et travailleurs des postes demandent à la ministre de faire enquête sur Postes Canada

OTTAWA – Le Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes (STTP) a écrit à la ministre Judy Foote pour exiger que Postes Canada fasse l'objet d'une vérification.

La demande du Syndicat fait suite à un reportage de la CBC au sujet d'une décente de la GRC visant la compagnie de construction responsable de la conversion de l'ancien établissement postal de Winnipeg en quartier général du service de police. La descente pourrait donner lieu à une enquête criminelle au sujet de la construction du nouvel établissement de traitement du courrier de Winnipeg.

« Les dernières révélations de fraude possible relativement à la construction d'installations postales à Winnipeg démontrent que Postes Canada doit faire preuve d'une transparence accrue et d'une plus grande responsabilité », a déclaré Mike Palecek, président national du STTP.

L'établissement de traitement du courrier de Winnipeg, dont la construction a été terminée en 2010, est l'installation phare d'un dispendieux projet de transformation postale de 2 milliards \$. Dans le cadre de ce projet, Postes Canada a procédé à l'achat, à la vente et à la construction d'installations postales partout au pays. Le projet a causé de nombreux problèmes aux travailleuses et travailleurs des postes qui ont été obligés de s'adapter à de nouvelles méthodes de travail.

Postes Canada a aussi justifié une réduction des services postaux offerts à la population en utilisant des chiffres et des données relatives aux volumes de courrier qui, selon le Syndicat, ne correspondent pas à la réalité. Le Syndicat espère qu'un examen de Postes Canada, que l'on attend depuis un certain temps déjà, révélera la vérité sur les données de la société d'État.

« Au point où nous en sommes, il est assez difficile de croire quoi que ce soit de la part de Postes Canada. Il est temps que la ministre et, si nécessaire, le vérificateur général du Canada, fassent la lumière sur ce qui se trame vraiment dans cette société d'État », a indiqué M. Palecek.

-30-

Pour obtenir de plus amples renseignements, communiquer avec Aalya Ahmad, service des communications du STTP, aahmad@cupw-sttp.org ou 613-327-1177.

//dn sepb 225